



# **RAPPORT DE LA MISSION AU RWANDA D'UNE DELEGATION DE LA COMMISSION DES RELATIONS EXTÉRIEURES**

**6 au 9 juillet 2013**



## **I. Composition de la délégation**

### **Monsieur François-Xavier de Donnea**

Président de la commission des Relations extérieures (MR)

### **Monsieur Peter Luykx**

Premier vice-président de la commission des Relations extérieures (N-VA)

### **Monsieur Dirk Van der Maelen**

Deuxième vice-président de la commission des Relations extérieures (sp.a)

### **Madame Christiane Vienne**

Membre de la commission des Relations extérieures (PS)

### **Madame Myriam Boxus**

Secrétaire de la commission des Relations extérieures



## II. Programme

### **Samedi 6 juillet 2013**

- 20.00 Arrivée de la délégation à Kigali - Transfert vers l'hôtel
- 21.00 Dîner et briefing en présence de membres de l'ambassade de Belgique à Kigali (S.E.M. Marc Pecsteen de Bruytsverve, ambassadeur, et M. Michaël Wimmer, premier secrétaire)

### **Dimanche 7 juillet 2013**

- 08.00 Départ de l'hôtel vers Murambi
- 11.00 Visite du Mémorial de Murambi [province du Sud - district de Nyamagabe]
- 12.30 Visite du camp de réfugiés congolais de Kigeme [province du Sud - district de Nyamagabe]
- 15.00 Déjeuner à Huye [province du Sud – district de Huye] et retour à Kigali
- 18.00 Hommage rendu au Mémorial des paras belges avec le Col. William Breuer, Attaché belge de la Défense
- 18.30 Rencontre à la résidence de l'ambassadeur de Belgique avec des parlementaires rwandais et des Belges au Rwanda



### **Lundi 8 juillet 2013**

- 08.00      Départ de l'hôtel vers Mutobo
- 10.30      Visite du camp de Mutobo : prise de connaissance des réalisations du programme de rapatriement des réfugiés et de réintégration des combattants qui rentrent au Rwanda [province du Nord – district de Ruhengeri]
- 12.00      Déjeuner à l'hôtel La Palme à Ruhengeri
- 15.00      Visite du site de Rutongo : échange sur l'exploitation minière et le commerce des minerais au Rwanda et dans la région des Grands Lacs [province du Nord – district de Ruhengeri]
- 17.30      Rencontre avec les Présidents du Sénat et de la Chambre des Députés du Rwanda, M. Jean-Damascène Ntawukuliryayo et Mme Rose Mukantabana [Palais du Parlement – Kigali]
- 19.30      Dîner offert par le Président du Sénat du Rwanda

### **Mardi 9 juillet 2013**

- 08.00      Départ de l'hôtel vers Kitazigurwa
- 10.00      Visite du village de développement de Kitazigurwa [province de l'Est – district de Rwamagana]
- 11.30      Echange avec les membres de la commission des Affaires étrangères, Coopération et Sécurité du Sénat rwandais [Hôtel Select - Kigali]
- 13.30      Conférence de presse [Hôtel Select Kigali]
- 14.30      Déjeuner
- 17.00      Rencontre avec des représentants de la Ligue des Droits de la Personne dans la région des Grands Lacs (LDGL), la Ligue Rwandaise pour la Promotion et la Protection des Droits de l'Homme (Liprothor) et *Human Rights Watch* [Résidence de l'ambassadeur – Kigali]
- 18.00      Dîner et débriefing avec les membres de l'ambassade de Belgique à Kigali
- 19.40      Départ vers l'aéroport
- 21.15      Départ vers Bruxelles

### **III. Compte-rendu des visites et échanges de vues**

Une délégation de représentants de la commission des Relations extérieures de la Chambre des représentants de Belgique s'est rendue au Rwanda du 6 au 9 juillet 2013, à l'invitation de M. Jean-Damascène Bizimana, président de la commission des Affaires étrangères, Coopération et Sécurité du Sénat rwandais. Les membres de cette commission ont accompagné la délégation pendant les différentes visites.

## **Dimanche 7 juillet 2013**

### **1. Visite du site Mémorial de Murambi**

Le site du Mémorial de Murambi se situe au sommet d'une colline dans le district de Nyamagabe en province du Sud. En avril 1994, une école technique y était en cours de construction et plus de 40000 personnes s'y sont réfugiées. Elles ont été tuées dans la nuit du 20 au 21 avril 1994 après y avoir été enfermées plusieurs jours sans eau ni électricité.

Après avoir rendu hommage aux victimes, les membres de la délégation ont écouté un exposé sur la préparation et la chronologie du génocide ainsi que le rôle de la communauté internationale et plus particulièrement l'implication de la France en 1994.

M. François-Xavier de Donnea (MR), président de la délégation, a rappelé les excuses présentées officiellement aux autorités rwandaises par M. Guy Verhofstadt en 2000, alors qu'il était premier ministre. Il estime que le retrait des troupes belges à la suite de l'assassinat de 10 paras belges le 7 avril 1994 au Camp Kigali a entraîné davantage de massacres que ceux qui auraient eu lieu en présence de troupes belges. M. de Donnea a rappelé par ailleurs l'importance de la sensibilisation des jeunes quant aux risques de génocides.

### **2. Visite du camp de réfugiés congolais de Kigeme**

Les différents acteurs du camp de réfugiés de Kigeme (direction, UNHCR, Ministère en charge de la gestion des catastrophes et des réfugiés<sup>1</sup> et comité exécutif du camp) ont présenté la situation du camp, également situé dans le district de Nyamagabe. Le camp est organisé, en partenariat avec diverses organisations internationales (UNHCR, PAN, *American refugee committee*,...), sur la base de quartiers, chapeautés par un comité exécutif. Il compte près de 18 000 réfugiés<sup>2</sup> congolais, pour la plupart rwandophones<sup>3</sup>.

M. Jean-Damascène Bizimana, président de la commission des Affaires étrangères, Coopération et Sécurité du Sénat rwandais, a souligné l'importance d'analyser les causes des conflits dans la région des Grands Lacs pour pouvoir y apporter des solutions durables.

---

<sup>1</sup> Ce ministère est plus connu sous son appellation anglaise : *Ministry of Disaster Management and Refugee Affairs* (MIDIMAR).

<sup>2</sup> Le Rwanda accueille actuellement près de 73 000 réfugiés (ils étaient précisément 72 858 le 7 juillet 2013), dont 99% sont Congolais.

<sup>3</sup> Il n'a pas été tenu compte de l'implantation territoriale des langues au moment du tracé des frontières africaines à la fin du dix-neuvième siècle (l'Acte de Berlin sur la détermination des frontières a été signé le 26 février 1886).

M. François-Xavier de Donnea (MR), président de la délégation, constate la bonne organisation du camp par les autorités rwandaises et les autres organisations internationales présentes. Il regrette cependant que des Congolais doivent continuer à vivre dans des camps de réfugiés au Rwanda plutôt que de pouvoir rentrer chez eux en toute sécurité. Il rappelle que la Belgique agit activement pour parvenir à une solution négociée pour la région des Grands Lacs et qu'elle plaide dans les instances internationales (ONU, EU, UA) pour que cette région continue à recevoir autant d'attention que d'autres conflits dans le monde.

Mme Christiane Vienne souligne le grand nombre d'enfants et de femmes présents dans le camp et insiste sur l'importance de la vie familiale et l'éducation des enfants. La question du viol des femmes a également été abordée.

### **3. Hommage rendu au Mémorial des paras (Camp Kigali)**

Les parlementaires belges ont déposé une gerbe de fleurs en mémoire des 10 paras belges tués le 7 avril 1994 à Camp Kigali. Ils y ont visité le Mémorial et signé le Livre d'or.

## **Lundi 8 juillet 2013**

### **1. Visite du programme de réintégration des combattants à Mutobo**

Le camp de Mutobo, situé dans le district de Ruhengeri dans la province du Nord, accueille les anciens combattants qui s'adressent à la MONUSCO pour pouvoir rentrer au Rwanda et se réinsérer dans la vie civile. Un programme d'orientation et un soutien psychosocial y sont organisés, à l'issue desquels une cérémonie officielle est organisée et une carte d'identité rwandaise est octroyée. Si la personne est coupable de crimes contre l'humanité ou de génocide, elle sera poursuivie sur le plan judiciaire à sa sortie du camp de Mutobo.

Depuis sa création en 2001, près de 80 000 anciens combattants sont passés par le camp et 98 personnes y sont actuellement présentes. Leur nombre varie en fonction de la situation dans l'Est du Congo. Une attention particulière est accordée au genre, au handicap et aux enfants.

Après un exposé des autorités du camp, les membres de la délégation ont été accueillis au son des chants des anciens combattants et ont pu entendre les témoignages de trois d'entre eux, qui ont quitté le pays dans les années '90 et ont vécu dans les forêts de l'Est du Congo depuis.

### **2. Visite de la mine de Rutongo**

L'exploration minière a débuté dans les années 1920 et a été poursuivie après la décolonisation sous la houlette de la Société Minière du Rwanda (SOMIRWA), ensuite tombée en faillite. Un nouvel organe gouvernemental a été créé en 2007 pour relancer les activités minières au Rwanda. Aujourd'hui, les minerais constituent la première source d'exportation du Rwanda avec une moyenne de 12 000 tonnes par an, ce qui représente un chiffre d'affaires annuel de 150 millions de dollars.

Les membres de la délégation ont pu visiter trois sites de la mine d'étain de Rutongo, qui est exploitée en partenariat avec la société sud-africaine *TINCO Investments Ltd*, et emploie actuellement 350 personnes.

### **3. Rencontre avec les Présidents du Sénat et de la Chambre des Députés rwandais**

Les membres de la délégation se sont entretenus avec M. Jean-Damascène Ntawukuliryayo et Mme Rose Mukantabana, respectivement Président du Sénat et Présidente de la Chambre des Députés rwandais. Les membres ont souligné l'importance d'une solution négociée au conflit de la région des Grands Lacs et le fait que le Rwanda représente un exemple en matière de développement socio-économique. Les thématiques des droits de l'homme, de la politique énergétique et de la parité au sein du Parlement rwandais ont également été abordées.

## **Mardi 9 juillet 2013**

### **1. Visite du village de développement de Kitazigurwa**

Le village de développement de Kitazigurwa, situé dans le district de Rwamagana dans la province de l'Est, a été créé en 2008. Son objectif est de rassembler les habitants des environs en un lieu pourvu de l'accès à l'eau et l'électricité et desservi par le réseau routier. 133 maisons ainsi qu'une salle commune, un magasin d'artisanat et une centrale de biogaz y ont été construits jusqu'à présent. 73 ménages vivent déjà dans le village<sup>4</sup> et sont chacun propriétaires de leur maison, d'une parcelle de terre et d'une vache. Les projets prévoient d'accueillir 1000 ménages à terme.

### **2. Echange de vues avec les membres de la commission des Affaires étrangères, Coopération et Sécurité du Sénat rwandais**

A l'issue des trois jours de visite effectués en compagnie de leurs homologues rwandais, les membres de la délégation ont échangé leurs impressions avec ces derniers.

M. François-Xavier de Donnea a rappelé l'importance de la diplomatie parlementaire et la reprise du dialogue entre parlementaires congolais et rwandais dans le cadre de l'Assemblée de l'Union interparlementaire.

Mme Christiane Vienne a souligné la volonté du Rwanda de se sortir du passé et d'élever encore davantage son niveau de développement socio-économique.

M. Peter Luykx a constaté l'esprit d'entreprise du Rwanda et pointé sa volonté d'en apprendre désormais davantage sur le pays.

M. Dirk Van der Maelen a rappelé l'importance d'une solution négociée pour le conflit à l'Est du Congo et les performances du Rwanda en termes d'indice de développement.

Les sénateurs rwandais ont remercié les parlementaires belges de leur présence et rappelé le contexte historique spécifique du Rwanda. Ils ont également souligné l'importance de la Conférence internationale de la Région des Grands Lacs et du développement du pays pour assurer l'évolution du pays en termes de bonne gouvernance, de justice et de bien-être de la population.

### **3. Rencontre avec des organisations actives en matière de droits de l'homme**

---

<sup>4</sup> Les premiers ménages ont reçu leur maison du fait de leurs faibles revenus mais les prochains ménages devront acheter leur bien.

Les membres de la délégation ont rencontré les représentants de 3 organisations actives en matière de droits de l'homme au Rwanda. Ceux-ci ont présenté un état de la situation. Les thèmes de la liberté d'expression, des prochaines élections législatives de septembre 2013 et de l'absence de réel multipartisme et de mouvements associatifs ont notamment été abordés.